



La Commune



Motion remise aux ambassades respectives de France et d'Espagne à Buenos Aires, Argentine

Les soussignés, députés, élus, dirigeants syndicaux et politiques de la capitale argentine de Buenos aires,

Considérant, la nouvelle situation politique en Pays Basque engagée depuis de nombreux mois par la gauche indépendantiste, appuyée massivement par l'ensemble des forces démocratiques, en faveur de la résolution politique du conflit,

Considérant ce contexte de volontés multiples et d'initiatives en faveur d'un processus de paix auquel toute la société basque aspire,

Considérant la vague de fond qui s'exprime en Europe ainsi que dans le monde entier, dont notre pays l'Argentine en défense de la liberté d'expression, de la démocratie et des droits élémentaires de la personne humaine,

élèvent en conséquence une vive protestation face aux poursuites engagées à l'encontre des militants politiques basques Aurore Martin, Haizpea Abrisketa et 33 autres militants indépendantistes dans le procès inique de Madrid. Leur relâche s'impose à l'évidence.

Pour nous, cela constitue à n'en pas douter une atteinte à des droits démocratiques élémentaires que sont les droits d'opinion, d'expression et de réunion.

Nous insistons auprès des ambassadeurs de France et d'Espagne : il est évident que le conflit en Pays Basque, que nous suivons attentivement depuis toujours, compte-tenu des relations historiques et de filiation que nombre de nos compatriotes entretiennent avec le Pays Basque, leur terre d'origine, ce conflit doit enfin trouver une solution politique, pacifique et durable.

Nous considérons que certaines mesures immédiates sont nécessaires pour l'apaisement et la mise en place des conditions de la solution pour la paix, enfin.

Il nous semble prioritaire et urgent de mettre un terme à toutes les mesures d'exception - dont les mandats d'arrêt européens - qui sont appliquées aux prisonnières, aux prisonniers et exilés politiques basques. Nous revendiquons le respect de leurs droits élémentaires, ainsi que la libération ou le retour immédiats pour celles et ceux gravement malades. Nous dénonçons la cruelle situation faite aux les familles des prisonniers et exilés, séparées d'eux géographiquement, qui en souffrent profondément et en subissent les graves conséquences.

Nous demandons également :

Pour les prisonnières et prisonniers :

- La fin de la dispersion, leur regroupement et leur rapprochement,
- Le droit aux libérations conditionnelles pour tous ceux qui en remplissent les conditions.

Pour les exilées et exilés :

- L'arrêt de l'application des Mandats d'Arrêt Européen à leur encontre
- Le retour de tous les exilés qui ont été expulsés par la France au début des années 80 ou vers un pays tiers (Cuba, Cap Vert, Venezuela, etc...)

Alejandro Bodart, député de Buenos Aires

Vilma Ripol, Députée de Buenos Aires

Héctor Bidonde, député de Buenos aires

Rubén Tzanoff, conseiller municipal, Comuna 9, Buenos Aires

Maru López, conseillère municipale, Comuna 10 Buenos Aires

Guillermo Pacagnini, direction nationale de la Centrale des Travailleurs Argentins- MST

Gustavo Giménez, dirigeant du Mouvement Socialiste des Travailleurs- Teresa Vive

Sergio García, direction de la Centrale des Travailleurs Argentins (CTA) capital de Buenos aires - MST

Martín Torres, dirigeant de la CTA, capitale de Buenos aires

ainsi que les dirigeants syndicaux nationaux suivants

Edgardo Castro, délégué general ATE,

Luisa Ayala, deleguée generale ATE, hôpitaux,

Eduardo Busnter, délégué general ATE, ENRE

Luis Carrizo, délégué general Hôpital Ferrer, Buenos aires

Fabian Patachiutta, delegué général, Hôpital de Quemados

Gabriela Ceballos, dirigeant syndical de Ademys

Alfredo Luque, dirigeant syndical de EMFER

Carlos López, dirigeant syndical national , CTA

Cesar Latorre, délégué général, Hôpital italien, Buenos Aires

Buenos aires, le 14 février 2015-02-17

*Nous envoyons le double de cette motion à Sortu, Pays Basque dans l'Etat espagnol
Et à Sortu, Iparralde, par l'intermédiaire de notre camarade Pedro Carrasquedo de La Commune
Direction internationale du Mouvement socialiste des travailleurs, (MST) d'Argentine*

Modifié le mardi 17 février 2015

Voir aussi dans la catégorie Argentine



« La victoire de la légalisation de l'avortement renforce toutes les luttes de genre »

Le 30 décembre dernier, la légalisation de l'avortement, qui a été l'objet d'une lutte acharnée des femmes argentines depuis des décennies, a été votée par le Sénat argentin. C'est une... »



Alternativa Socialista 775

Tareas para el año que comienza Las dos crisis. Para hacer un balance del año que termina no puede pasarse por alto que estuvo marcado por dos crisis de magnitud histórica. La sanitaria... »



Le vent de la révolution souffle sur le monde

La situation mondiale vit un changement évident, avec des explosions, des révoltes et des révolutions. Ses causes, ses caractéristiques, ses défis. »



Réforme des retraites en Argentine : le bras de fer



En décembre, la situation était extrêmement tendue en Argentine. La mobilisation contre la réforme des retraites a provoqué de violents affrontements à Buenos Aires entre la police et les... >>



Élections en Argentine : La déroute du péronisme et les perspectives du MST

Le 22 octobre 2017, après les primaires du mois d'août, quelque 33,1 millions de citoyens ont été convoqués à des élections législatives partielles afin de remplacer, pour quatre ans, 127... >>



Le mouvement vers la grève générale

Les statistiques indiquent une amorce de reprise économique en Argentine mais, dans la rue, la tension sociale s'accroît en raison d'une inflation à 40 % : Des dizaines de milliers d'Argentins... >>
